

page 191 lectures

PRE

Not One Inch: America, Russia and The Making of Post-Cold War Stalemate

Mary E. Sarotte

New Haven, Yale University Press, 2021, 568 pages

En mars 1995, le président Bill Clinton explique au Premier ministre néerlandais Willem Kok, en visite à Washington, la clé de sa stratégie vis-à-vis de l'élargissement de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) vers les pays de l'Europe centrale et orientale (PECO). Il note l'extrême faiblesse économique de la Russie de Boris Eltsine, qui offre aux États-Unis un levier de pression inespéré. Il reconnaît que la politique d'élargissement risque de provoquer avec Moscou un bras de fer aux conséquences potentiellement dramatiques : « ce sera difficile » constate Clinton, « mais je pense que la Russie peut être achetée [*bought off*] ». La remarque, reproduite par Sarotte dans ce livre majestueux (p. 223), illustre l'arrogance d'une politique américaine qui, selon Vladimir Poutine, constitue le *casus belli* de l'actuel conflit d'Ukraine.

Se fondant sur la consultation exhaustive de dix-huit fonds d'archives des deux côtés de l'Atlantique et sur plus d'une centaine d'interviews des principaux acteurs du drame, Sarotte reconstruit minutieusement, presque au jour le jour, l'histoire des rapports entre les États-Unis et la Russie tout au long des années 1990.

Le 9 février 1990, le secrétaire d'État américain James Baker, en visite à Moscou, tente de faire accepter à Mikhaïl Gorbatchev l'unification des deux Allemagnes et, surtout, de lui faire retirer de l'Allemagne de l'Est (RDA) les centaines de milliers de soldats soviétiques qui y stationnent. Baker propose à son interlocuteur l'hypothèse « d'une Allemagne réunifiée, liée à l'OTAN, mais avec l'assurance que la juridiction de l'OTAN ne se déplacera pas d'un centimètre vers l'Est » (p. 55). *Not one inch* : voilà le terme qui provoquera des controverses ininterrompues durant les trente années suivantes.

Mary Sarotte éclaire le processus par lequel ce *not one inch*, au départ si restrictif, se fait au fil des ans infiniment extensible. Aucune partie du territoire de l'Europe centrale et orientale ne sera exclue de la perspective d'élargissement de l'Alliance. Sarotte décèle trois moments clés – des tournants irréversibles – où une décision d'un président américain exclut toute autre perspective que celle d'une avancée de l'OTAN. La question cruciale fut bien la manière dont l'élargissement fut envisagé et mis en œuvre.

Le premier tournant advient peu après le retour de Baker à Washington en février 1990. Le président George H. W. Bush rejette d'un revers de main toute interdiction d'élargissement de l'OTAN : « *To hell with that!* ». Son « nouvel ordre mondial » sera forgé autour d'une OTAN extensible. Mais en contrepartie, Bush savait qu'il fallait faire des concessions à Moscou, reconnaissant même que, à

mesure que l'OTAN se rapprocherait de la Russie, le prix à payer, « au centimètre », augmenterait. Le territoire de l'ex-RDA reste le seul en Europe centrale où la présence d'armes nucléaires est interdite – concession tangible que Bush consentit à Boris Eltsine.

Le deuxième tournant date de 1993 – après l'élection de Bill Clinton en novembre 1992. Au début, celui-ci souhaite tout faire pour éviter de créer une nouvelle ligne de division au centre de l'Europe. Il repousse les demandes, de plus en plus insistantes, provenant des PECO, pour une accession rapide à l'OTAN. Il privilégie le processus de Partenariat pour la paix (Pfp) qui offre à tous les pays d'Europe – y compris à la Russie – une association avec l'Alliance : lente, pragmatique, diffuse et échelonnée, au terme de laquelle l'accession pourrait être envisagée selon des critères clairs. Eltsine saluait ce projet comme « génial » (p. 178). Pour Sarotte, la formule Pfp, si elle avait été poursuivie jusqu'au bout, aurait pu forger des rapports sensiblement moins tendus entre États-Unis et Russie. On ne le saura jamais.

Le troisième tournant intervient en 1995. Clinton abandonne brutalement le Pfp et décide de poursuivre rapidement l'expansion de l'OTAN. Trois facteurs expliquent ce changement de cap aux conséquences *in fine* dramatiques. D'abord, en 1994, la victoire aux élections de mi-mandat du Parti républicain de Newt Gingrich. Très à l'écoute des communautés polonaise et lituanienne du Midwest, il avait fait campagne en faveur de l'expansion rapide de l'OTAN. Clinton estime que, pour être réélu en 1996, il se doit d'emboucher lui-même la trompette otanienne. Lors d'une réunion houleuse avec Eltsine à Moscou en mai 1995, les deux présidents discutent de leurs perspectives de réélection en automne 1996. Eltsine confie que toute annonce d'élargissement de l'OTAN lui serait fatale. Clinton lui répond avoir le problème inverse. Les Républicains, qui prônaient en 1994 l'élargissement, avaient spectaculairement réussi dans les États du Wisconsin, de l'Illinois et de l'Ohio, États ayant sensiblement contribué à son élection en 1992, mais qu'il avait remportés dans un mouchoir. Il lui fallait absolument les gagner de nouveau en 1996 (p. 231). Clinton accepte pourtant de retarder l'annonce de la première vague d'élargissement jusqu'en 1997, après la réélection d'Eltsine.

Deuxième facteur derrière la mise en veilleuse du Pfp : l'abandon par Eltsine d'une politique de paix, avec le déclenchement en décembre 1994 de la première guerre de Tchétchénie. Ce fut là, pour Washington, la preuve indiscutable que la Russie des années 1990 n'était pas encore convertie aux normes de la démocratie libérale.

Le troisième facteur fut le rôle décisif de conseillers proches de Clinton – Madeleine Albright, Strobe Talbott ou Richard Holbrooke –, pour qui le dossier otanien était devenu quasi obsessionnel. Leur « victoire » contre le secrétaire à la Défense William Perry, qui s'opposait farouchement à l'élargissement, fut indirectement facilitée par l'éclatement au grand jour de l'affaire Monica Lewinsky. Avant cette affaire, lors de chaque réunion géostratégique importante, Clinton était entouré d'une équipe diplomatique et militaire qui l'aidait à se focaliser sur l'essentiel de chaque dossier. À compter de janvier 1998, quand l'affaire Lewinsky

a dominé la une des médias, on a découvert un président distrait, entouré d'avocats, incapable de se concentrer sur autre chose que sa propre survie politique.

Dans l'histoire de l'élargissement de l'OTAN, l'Ukraine a dès l'origine occupé un rôle central. En 1993, alors que Washington essayait de persuader l'Ukraine de se débarrasser de son arsenal nucléaire, on fit miroiter l'accession à l'OTAN comme prix de l'acquiescement de Kiev (p. 160). Le président Kouchma a pris très au sérieux cette perspective et tenta de marchander avec les Américains, mais ceux-ci savaient pertinemment qu'un tel aboutissement serait le franchissement d'une ligne rouge absolue pour Moscou. Au fil des ans, pour Washington, la non-accession de l'Ukraine à l'Alliance devient politiquement impensable (refus de toute nouvelle ligne de division en Europe), alors que l'accession devient militairement impossible (risque de guerre OTAN-Russie). Ce casse-tête annonçait inmanquablement, tôt ou tard, une crise sécuritaire – ceci bien avant l'avènement en 1999 de Vladimir Poutine.

Dans les débats qui font rage depuis l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe le 24 février 2022, le mémorandum de Budapest a souvent été cité comme exemple parfait de la mauvaise foi russe. Le 5 décembre 1994, la toute neuve Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), que Moscou souhaitait mettre en valeur comme base de l'ordre sécuritaire futur en Europe, organise un sommet dans la capitale hongroise. Plusieurs documents y sont signés par la Russie, l'Ukraine, les États-Unis et le Royaume-Uni. L'Ukraine, ayant enfin transféré à la Russie son arsenal nucléaire, signe le traité de non-prolifération nucléaire. Les États-Unis et la Russie signent les instruments de ratification du traité Start 1. Enfin, Moscou, Washington et Londres signent un document « assurant » Kiev de « son indépendance, sa souveraineté et ses frontières existantes ». Les Ukrainiens avaient demandé des « garanties » plutôt que des « assurances », voire carrément un traité. Devant le refus américain, ils durent se contenter d'une phrase : les parties « se consulteront dans le cas où une question se poserait au sujet des engagements énoncés ci-dessus ». Un juriste américain aurait déclaré que le mémorandum de Budapest fut un « morceau de papier dépourvu de toute valeur » (p. 203).

Dans son discours liminaire à Budapest, le président Clinton avait saisi l'occasion d'affirmer sa nouvelle ligne géopolitique, en déclarant que « l'OTAN reste la pierre angulaire de la sécurité en Europe » et en affirmant qu'aucun pays ne pourrait opposer son veto à l'expansion de l'Alliance. Eltsine et, surtout, son ministre des Affaires étrangères Andrei Kozyrev en furent stupéfiés. À peine née, l'OSCE était écartée de la « première division » géostratégique. Le président russe accusait Clinton d'instaurer « une paix froide ». À partir de ce moment, selon Sarotte, la coopération entre la Russie et les États-Unis s'effondre.

La Russie n'a jamais cessé de protester contre « l'humiliation » que représentait pour elle l'élargissement de l'OTAN. S'agissant de l'acte fondateur Russie-OTAN par lequel Moscou était contrainte en 1997 de se résigner à la première vague

d'élargissement (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie), un juriste américain a pu noter : « tout ce qu'on leur promet ce sont des réunions mensuelles » (p. 267).

En mai 1991, le président George H. W. Bush demandait au président hongrois Arpad Gonez si l'affaiblissement de la Russie serait souhaitable pour les Hongrois. Et Arpad répondait que même une Russie affaiblie « restera une grande puissance et, dans une ou deux générations, tentera de rétablir son influence » (p. 115).

Pour qui veut comprendre l'effondrement des rapports russo-américains des années 1990 et leurs conséquences actuelles, le livre de Mary Sarotte constitue une source historique indispensable. Ne lirait-on qu'un seul livre sur cette question, *Not One Inch* s'imposerait comme un chef-d'œuvre du genre.

Jolyon Howorth

Professeur émérite de politique européenne
à l'université de Bath et *fellow* à la Harvard Kennedy School

**When France Fell: The Vichy Crisis and the Fate
of the Anglo-American Alliance**

Michael S. Neiberg

Cambridge, Harvard University Press, 2021, 320 pages

Hitler. Le monde sinon rien

Brendan Simms

Paris, Flammarion, 2021, 912 pages

**Europa ! Les projets européens de l'Allemagne nazie
et de l'Italie fasciste**

Georges-Henri Soutou

Paris, Tallandier, 2021, 544 pages

Déclenchée le 24 février 2022, l'invasion de l'Ukraine par la Russie renvoie non seulement aux conditions de la chute de l'URSS en 1991, mais aussi aux conceptions de l'ordre européen nées de la Première Guerre mondiale. Trois livres d'historiens aident à se repérer dans le brouillard stratégique actuel en retraçant la généalogie des projets initiés pour réorganiser le continent et le dominer. En ce sens, ils vont bien au-delà du débat historiographique traditionnel, car ils permettent une mise en perspective historique indispensable en ces temps de confusion intellectuelle, savamment alimentée par des forces politiques qui ne se privent ni de raccourcis ni de contre-vérités. À l'heure de « débats » reposant davantage sur les opinions du moment que sur les faits historiques, la lecture de ce type d'ouvrages – fondés sur des recherches de longue haleine et des réflexions patiemment mûries – est une nécessité civique.

Professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de Paris-Sorbonne, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, Georges-Henri Soutou est parfaitement conscient des risques du métier d'historien qui, en l'espèce, consistent à identifier les traces du projet européen de l'Axe alors que, pour beaucoup, « l'Europe est devenue aujourd'hui une idéologie ou une quasi-religion, ou représente en tout cas le Bien face au Mal absolu du nazisme ». Dédiant son ouvrage à Jorge Semprún (1923-2011), Georges-Henri Soutou pense en Européen grâce à une grande maîtrise historiographique. *Europa !* vient enrichir une œuvre indispensable à la compréhension des relations stratégiques au XX^e siècle, en complétant notamment *La Grande Illusion* (Paris, Tallandier, 2015). Il reprend, approfondit et revisite la thèse défendue par l'historien américain John Lukacs (1924-2019), selon laquelle les Européens auraient été, fin 1940-1941, résignés à accepter l'ordre nouveau, auquel ils prêtaient intérêt, si la guerre s'était arrêtée à ce moment-là. En d'autres termes, le projet européen des puissances de l'Axe était convaincant pour nombre de milieux, qui en garderont certains aspects après la guerre.

Dès les années 1920, de nombreux industriels et banquiers œuvrent à une organisation de l'Europe pour éviter de renouveler la catastrophe de 1914, résister à la puissance économique américaine et à l'expansion du communisme. Cette dynamique se retrouve sur le plan intellectuel à travers la renaissance de la notion de civilisation européenne. Georges-Henri Soutou analyse dans le détail cette « européanisation » des idéologies et leur diffusion dans différents milieux, en rappelant notamment que l'antisémitisme ne se limita nullement à l'Allemagne nazie. Sur le plan géopolitique, il distingue les ambitions italiennes et allemandes. Les premières portaient sur un ensemble euro-méditerranéen incluant les Balkans, la Méditerranée et l'Afrique en ajoutant deux traits : la « romanité » comme héritage d'une civilisation prestigieuse et la « régénération » d'une Europe malade grâce au fascisme. Mais Mussolini oublia rapidement les principes de Machiavel : « ce fut la limite de la Rome fasciste ». Les secondes sont plus difficiles à démêler, d'autant que le thème européen n'apparaît pas dans *Mein Kampf*. Georges-Henri Soutou trouve des points de convergence entre différents courants (conservateur, national et racial) : mettre fin à la division de l'Europe en petits États, construire un « grand espace européen » pour contrecarrer le mondialisme libéral américain, et liquider l'empire britannique. Cette conception de l'Europe charrie une profonde hostilité aux Anglo-Américains, souvent masquée par l'antisémitisme, l'antibolchevisme et l'antislavisme du régime, bien plus étudiés. Après celle de race, la notion la plus importante pour le III^e Reich était celle de « grand espace » : « C'est très consciemment que Hitler voulait opposer un grand espace euro-africain au mondialisme américain ».

Dans sa biographie, Brendan Simms, professeur d'histoire des relations internationales à l'université de Cambridge, explore aussi cette piste en analysant la dimension internationale du projet d'Adolf Hitler, et en soulignant l'importance cruciale qu'il accordait à l'Amérique et l'Empire britannique. Selon lui, le futur *führer* fut fasciné par l'arrivée, en 1917, des soldats américains en qui il voyait les descendants « d'émigrants allemands perdus pour la patrie faute d'un "espace vital" suffisant pour les nourrir ». Dans son esprit, ce sont les surplus démographiques de l'Allemagne qui auraient retraversé l'Atlantique pour combattre le Reich sous le drapeau américain, et la guerre mondiale était donc une guerre civile allemande : « c'était là le trauma originel qui allait guider sa politique et son programme ultérieurs ». En 1900, environ un dixième de la population américaine était d'ascendance allemande. Dans les années 1920, l'Amérique du Nord occupait une place considérable et positive dans l'imaginaire allemand, « et ce bien plus que la Russie soviétique ».

La vision du monde de Hitler se construit ensuite dans la prison de Landsberg grâce à ses lectures et à ses discussions avec Rudolf Hess (1894-1987), qui était en contact avec Karl Haushofer (1869-1946), théoricien de la géopolitique allemande. En naquit l'idée d'« espace vital », selon laquelle chaque pays avait besoin d'un *Lebensraum* pour accueillir une population grandissante, au moment où le Reich voyait une émigration de son surplus démographique vers les États-Unis. Adolf Hitler, qui ne pensait plus désormais en années mais en siècles, se détourna du projet d'alliance russo-allemande pour songer à conquérir des terres à l'Est, ce qui avait moins à voir avec la haine du bolchevisme et des Juifs « qu'avec la nécessité

de préparer le Reich à une confrontation ou une coexistence à égalité avec une "Anglo-Amérique" dont le dynamisme fascinait plus que jamais Hitler ». Pour ce dernier, les principales puissances ennemies du Reich étaient moins l'URSS ou la France que l'« Union américaine », vis-à-vis de laquelle il entretenait « une relation ambivalente d'amour-haine ». Les États-Unis et le Royaume-Uni étaient à ses yeux deux pays fondamentalement similaires et apparentés, qui cherchaient à exercer une domination mondiale grâce à leur maîtrise des rouages du capitalisme international. Dès novembre 1938, Adolf Hitler considérait que le monde anglo-américain et la communauté juive internationale se dressaient contre lui : « Il s'agissait d'une lutte politique, diplomatique, économique et raciale ».

Et la France dans tout cela ? Georges-Henri Soutou revient dans le détail sur les différentes conceptions de sa place dans le nouvel ordre européen, en citant notamment le diplomate Jean Chauvel (1897-1979) : « Je ne sais ce qu'eût été la suite de la guerre si la France [...] avait été incluse en élément actif dans l'effort de guerre continental. Mais je pense qu'un tel développement eût été possible psychologiquement, donc politiquement, aussitôt après l'armistice. Je pense que le peuple français y était préparé ». Il existait plusieurs lignes à Vichy : elles se rejoignaient « pour rejeter la mondialisation libérale d'avant-guerre et ce qui apparaissait comme l'inféodation à la Grande-Bretagne ». La défaite de 1940 fut un choc profond pour les États-Unis, obligés à revoir les principes fondamentaux de leur géopolitique.

C'est tout l'intérêt du livre de Michael Neiberg, professeur d'histoire à l'US Army War College, d'expliquer pourquoi elle entraîna une hausse spectaculaire des dépenses militaires et la mise en place de la conscription. En 1937, les États-Unis consacraient 1,5 % de leur produit intérieur brut aux dépenses militaires (9,1 % pour la France, 23,5 % pour l'Allemagne et 28,2 % pour le Japon). Avec la défaite de juin 1940, « l'entière architecture de la grande stratégie américaine s'est effondrée » dans la mesure où les États-Unis avaient délégué à la France des pans entiers de leur sécurité en ayant « foi dans l'armée française ». Michael Neiberg combine une histoire diplomatique serrée – avec notamment l'analyse de tous les contacts établis par les services américains en Afrique du Nord – avec des réflexions géopolitiques permettant, là-aussi, de comprendre l'importance des « grands espaces » et des manœuvres géostratégiques pour dessiner un nouvel ordre européen dans lequel les États-Unis joueront un rôle de premier plan après la guerre.

Ces trois ouvrages sont passionnants à lire car ils parviennent à relier plusieurs niveaux d'analyse et à proposer des interprétations historiques convaincantes et utiles à la compréhension de situations actuelles. Ce qui frappe en les lisant ensemble, c'est la déclinaison, toujours très rapide, entre des constructions intellectuelles, à la généalogie souvent complexe, et leur mise en œuvre politico-militaire. En d'autres termes, hier comme aujourd'hui, il faut accorder la plus grande attention aux représentations du monde développées aussi bien par les adversaires que par les partenaires, ainsi qu'à leurs discours : ils sont toujours annonciateurs. *A fortiori* quand ils s'accompagnent d'une organisation. En outre, ces trois livres rappellent, chacun à leur manière, que l'Europe de l'Axe s'inscrivait

dans les courants généraux de l'époque, et a exercé une influence durable, sous certains traits, jusqu'à nos jours. C'est évidemment à garder à l'esprit pour tenter de saisir le comportement actuel de la Russie.

Thomas Gomart
Directeur de l'Ifri

Relations internationales

LA BIENVEILLANCE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

Frédéric Ramel

Paris, CNRS Éditions, 2022,

304 pages

Dieu, que la bienveillance est jolie ! Mais elle n'est pas seulement aimable, nous dit Frédéric Ramel, elle est profonde, structurante, efficace...

Il s'agit ici de reprendre une des plus anciennes catégories philosophiques, une des plus rassurantes dispositions de l'esprit humain, pour la projeter dans un présent qui tente d'imaginer l'avenir. Cette bienveillance, qui pousse l'homme vers le proche, peut aujourd'hui s'étendre, dans un monde globalisé, aux confins de la société internationale.

Le soubassement conceptuel du livre est impressionnant, et nous remet en mémoire des écrits relativement marginalisés par la dominance étatico-réaliste des deux derniers siècles. On voyage donc avec grand intérêt dans les deux premières parties de l'ouvrage, de Démosthène à Léon Bourgeois – deux parties qui s'efforcent de poser les bases des politiques de la bienveillance. Ces développements ont l'intérêt de replacer la notion de bienveillance dans l'ensemble des matrices susceptibles de gouverner les relations entre communautés humaines : la bienveillance ne se manifeste pas seulement par accès, dans les brèches de l'histoire, mais est une composante permanente des rapports entre ensembles politiques.

Cette affirmation prend tout son sens dans la dernière partie de l'ouvrage. Le monde « universalisé » peut et doit, pour l'auteur, installer les stratégies de bienveillance au cœur de nouveaux modes de gestion. En raison de sa complexité, de la transversalité de ses problèmes, de la multiplication des acteurs susceptibles de peser sur les nombreuses composantes du système international. Il ne s'agit pas, explique l'auteur, de gommer les appartenances, en particulier nationales, étatiques, mais d'organiser leur dialogue, inséré dans de nouveaux multilatéralismes réunissant tous les acteurs : villes, régions, organisations non gouvernementales, groupements de citoyens...

On ne peut qu'approuver le projet – les COP face aux perturbations climatiques, la mobilisation des associations face au sida, etc. Tout en relevant que les résultats semblent pour l'heure au moins limités. Les COP ne sont guère décisionnelles et l'appréciation de l'auteur des résultats de la stratégie Covax – incarnation de la bienveillance internationale face au Covid-19 – semble au moins optimiste : la géographie de la vaccination fait en réalité écho à une véritable géopolitique de la puissance.

Les raisonnements de cet ouvrage sont salutaires, en ce qu'ils rappellent – contre une caricature de Hobbes – que les stratégies de « loups » ne sont pas seules à exister et à être efficaces. Le progrès du droit international et des multilatéralismes au XX^e siècle le montre assez. Mais comme les stratégies agressives considérées seules s'égaient dans un monde qui n'est plus depuis longtemps celui des puissances militaires brutes – l'aventure russe en Ukraine en témoignera sans doute –, les stratégies de bienveillance ne peuvent

rendre compte seules de la possibilité de gouverner la planète mondialisée.

À ce titre, l'ouvrage de Frédéric Ramel nous rappelle très utilement que nous ne sommes pas de retour à un Moyen Âge de simple force – ce que ne fut pas le vrai Moyen Âge... –, que nous avons progressé ces deux derniers siècles et que nous ne devons pas l'oublier devant les discours qui diagnostiquent le retour absolu de la puissance. Mais inversement, le lecteur soupçonnera que les stratégies de bienveillance, pour constitutives de l'esprit humain et nécessaires qu'elles soient, pourraient être dangereuses si elles étaient pensées seules pour un monde où les loups demeurent.

Dominique David

SIX FACES OF GLOBALIZATION: WHO WINS, WHO LOSES, AND WHY IT MATTERS

Anthea Roberts et Nicolas Lamp
Cambridge, Harvard University
Press, 2021, 400 pages

Anthea Roberts, professeure à l'Université nationale australienne, et Nicolas Lamp, professeur à la Queen's University dans l'Ontario, analysent avec une remarquable intelligence les diverses formes de contestation de la globalisation observées ces dernières années.

La première moitié de l'ouvrage présente les six principales visions de la globalisation qui ont façonné aussi bien les débats politiques nationaux que les relations internationales. Le premier corpus intellectuel est celui de l'*establishment* (incarné par les institutions financières internationales, l'Union

européenne et les penseurs néolibéraux), pour lequel la mondialisation est un système gagnant-gagnant. La deuxième vision est celle des populistes de gauche (comprenant entre autres Bernie Sanders et le parti espagnol Podemos), qui considèrent que la globalisation a accru les inégalités au sein des pays industrialisés. Les populistes de droite (de Donald Trump à Marine Le Pen, et incluant les économistes protectionnistes) déplorent la paupérisation des travailleurs des pays occidentaux au profit des travailleurs des économies émergentes. Les pourfendeurs du *corporate power* (tels Jeffrey Sachs, Ralph Nader et Dani Rodrik) alertent sur le pouvoir exorbitant des firmes multinationales depuis quelques décennies. Pour les tenants de la géoéconomie (regroupant par exemple Mike Pence, Marco Rubio et Robert Spalding), la Chine a instrumentalisé la libéralisation des échanges et les flux d'investissements pour rattraper, voire menacer, les nations occidentales. Enfin, un sixième courant de pensée (incluant Naomi Klein, Ian Goldin, les altermondialistes ou encore les partisans d'un *Green New Deal*) perçoit la mondialisation comme un vecteur de menaces globales, d'ordre social, politique et climatique.

Dans un second temps, les auteurs insistent sur la porosité qui existe entre ces différents « récits ». Lorsque Mark Zuckerberg s'oppose à un démantèlement de Facebook, il n'hésite pas à invoquer le risque de dépendance à l'égard des technologies et entreprises chinoises si jamais des législations anti-trust étaient votées. Les chevauchements narratifs sont également bien réels : les restrictions sur les transactions avec Huawei s'imbriquent à la fois dans les doxas géoéconomique, protectionniste et néolibérale.

Mais les phénomènes les plus notables sont certainement les alliances (*a priori* contre-nature) susceptibles de se nouer pour aboutir à de nouvelles politiques publiques. Plusieurs illustrations sont ici édifiantes. Les politiciens protectionnistes et les populistes de gauche se retrouvent pour soutenir la classe ouvrière et accroître son pouvoir d'achat. De même, il y a une réelle convergence idéologique entre altermondialistes, protectionnistes et tenants de la géoéconomie, en vue de développer les capacités industrielles domestiques. Enfin, néolibéraux et populistes de droite sont en mesure de se coaliser pour instaurer une taxe carbone aux frontières et promouvoir la géo-ingénierie.

Ce livre, d'une grande richesse, montre comment l'intérêt économique et le calcul politique peuvent recycler, par pragmatisme ou opportunisme, des récits idéologiques que l'on croyait monolithiques.

Norbert Gaillard

NATION DÉSUNIÉS ? LA CRISE DU MULTILATÉRALISME DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

Julian Fernandez et Jean-Vincent Holeindre (dir.)
Paris, CNRS Éditions, 2022,
368 pages

L'atmosphère était lourde, l'avenir morose. Les critiques du multilatéralisme semblent, avec la guerre en Ukraine, donner le coup de grâce : les organisations internationales ne seraient plus essentielles, sources de « fausses promesses ». L'ouverture de Bertrand Badie et la conclusion de

Serge Sur dessinent deux chemins distincts : le premier se veut large et robuste, source d'un multilatéralisme adapté aux défis actuels ; le deuxième, plus escarpé et fin, se restreint à empêcher les sirènes unilatéralistes. Les seize chapitres (dont un quart rédigé par des membres du Groupement de recherche sur l'action multilatérale du CNRS) offrent un panorama et une navigation entre ces deux voies. Les lecteurs pourront ainsi se familiariser avec nombre de secteurs de négociation : des alliances aux droits humains, de l'environnement à la sécurité collective, du numérique au commerce. Dans l'introduction, les deux co-directeurs du livre identifient quatre facteurs principaux à « cette » crise : la saturation d'une technique étendue à 193 États ; l'inadaptation des cadres de l'après-1945 ; la contestation dont ces cadres sont l'objet tant au Nord qu'au Sud ; et surtout la recomposition des rapports entre grandes puissances. Ce dernier facteur est considéré comme le plus déterminant, ce que la conclusion de Serge Sur souligne en qualifiant le multilatéralisme de « sport de combat ».

La réflexion est stimulante et offre un panorama actualisé. Elle n'interdit pas de formuler trois remarques. Sur le plan formel, l'architecture choisie distingue la genèse, les registres et les frictions du multilatéralisme. Les deux premières parties ne mettent pas automatiquement en exergue les configurations de crise et leurs particularités. Il faut attendre la troisième partie, où les tensions majeures se donnent à voir de manière systématique. De plus, la notion de crise est utilisée au singulier, en dépit de ses morphologies différentes. La crise de l'Organisation mondiale du commerce (blocage lié à une jurisprudence rigide) ne ressemble ni à celle du Conseil de sécurité (incapacité à faire émerger un consensus), ni à celle

de l'Organisation internationale du travail (essoufflement des conventions à caractère obligatoire *via* l'essor de principes et codifications non contraignants). Et la crise, comme moment crucial, n'est-elle pas aussi une transition vers d'autres formes de coopération multilatérale ? Une crise de croissance en quelque sorte ? Enfin, l'ouvrage met l'accent sur une hiérarchisation de facteurs faisant de la distribution de puissance un élément clé. Cette importance – qui suggère une tendance néo-réaliste que ne partagent pas tous les contributeurs – mériterait d'être amendée par inclusion de la variable idéologique. Comme l'a montré ailleurs Guillaume Devin, les États démocratiques attachés aux régimes constitutionnels-pluralistes incarnent les pivots du multilatéralisme, trouvant en celui-ci un prolongement de leurs valeurs et de leurs pratiques. Autrement dit, ne faut-il pas aller au-delà de la structure du système international ?

Nations désunies a le mérite de proposer un diagnostic sur les formes de la coopération multilatérale contemporaine. Un effort à poursuivre : comme le suggère Zygmunt Bauman dans *Retrotopia* (Paris, Premier Parallèle, 2017), nous n'avons le choix qu'entre « la coopération à l'échelle de la planète ou les fosses communes ».

Frédéric Ramel

PAX TRANSATLANTICA: AMERICA AND EUROPE IN THE POST-COLD WAR ERA

Jussi M. Hanhimäki
Oxford, Oxford University Press,
2021, 208 pages

Cette analyse des relations transatlantiques post-guerre froide par un expert

signalant sa double nationalité finlando-suisse séduit par son optimisme.

L'auteur ouvre sur le paradoxe d'une relation transatlantique à la fois forte et traversée de nombreux conflits internes. Les désaccords au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) sont d'ordre économique (contributions budgétaires), sécuritaire (cf. la crise de Suez en 1956) et politique (opposition entre la Grèce et la Turquie), mais ils ont toujours renforcé l'Alliance. La sortie de la France du commandement militaire intégré en 1966 déclencha ainsi un changement de stratégie bénéfique, l'OTAN, alliance militaire, se faisant plateforme de dialogue politique entre membres sur la question soviétique. Le chapitre suivant décrit le rôle international croissant de l'OTAN après 1991. Des Balkans à l'Afghanistan, les campagnes ont, en dépit des critiques, renforcé l'unité transatlantique. Le chapitre 3 analyse une intégration transatlantique qui a créé le plus grand marché économique au monde, fondé principalement sur les transferts de fonds d'investissement. Nouveau paradoxe : cette intégration économique augmente le risque de conflits commerciaux. Le chapitre 4 s'attache aux évolutions politiques des deux rives de l'Atlantique. L'auteur les juge similaires, qu'il s'agisse du populisme depuis 2016 ou, précédemment, des politiques centristes de « troisième voie » (initiées par Bill Clinton). Le dernier chapitre suit les relations transatlantiques pendant l'épidémie de Covid-19.

Pour Jussi Hanhimäki, la coexistence du conflit et de l'unité est la caractéristique principale de la *Pax Transatlantica*. Bien que les Européens et les États-Unis n'aient pas la même vision de l'OTAN (protection contre la Russie pour les

premiers, contre la Chine pour les seconds), tous se rejoignent dans leur désir de la renforcer. L'auteur détruit au passage certains mythes : la communauté transatlantique n'a ainsi jamais constitué un espace économique purement néolibéral, elle encadre des dépenses de l'État élevées et le maintien de services publics importants, des deux côtés de l'Atlantique. Le cliché des Européens antiaméricanistes doit aussi être relativisé : leurs critiques reflètent le plus souvent celles qu'expriment les citoyens américains eux-mêmes. À propos de la Russie, l'auteur met en avant les efforts d'inclusion de cette dernière, réalisés avec le Conseil de coopération nord-atlantique en 1991, le Partenariat pour la paix en 1994, ou le Conseil OTAN-Russie en 2002.

L'auteur évite toutefois l'écueil de l'utopisme : concernant l'intégration économique, il rappelle les dérives violentes du néolibéralisme, la montée des inégalités économiques et la fin du libre-échange liée à l'échec du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (c'est ici que l'auteur ne distingue pas toujours suffisamment entre les relations OTAN et les relations hors-OTAN, signe sans doute de leur forte imbrication). Il souligne également la difficulté permanente à maintenir l'équilibre entre intégration et autonomie.

La guerre en Ukraine, et le renforcement inattendu de l'Alliance atlantique qu'elle provoque, imposent à cet ouvrage un certain décalage. Les critiques de l'auteur à l'encontre de Joe Biden, peu apte à renouveler l'Alliance parce qu'il serait plus attaché à l'idée de la continuité de la relation, n'ont ainsi plus lieu d'être.

Nadia Picon

Économie

MORAL HAZARD. A FINANCIAL, LEGAL, AND ECONOMIC PERSPECTIVE

Juan Flores Zendejas, Norbert Gaillard et Rick J. Michalek (dir.)
Londres, Routledge, 2022,
230 pages

Cet ouvrage collectif s'articule autour d'un concept économique essentiel : l'aléa moral, qui décrit une situation où une entité économique accroît sa prise de risque lorsqu'elle est partiellement ou complètement protégée de ses conséquences, par un dispositif d'assurance ou par un système de garantie explicite ou implicite.

Sa première partie discute des aspects éthiques, éclairant notamment le débat historique sur la possibilité de séparation entre le prêt de dernier recours et l'aléa moral, et le concept d'ambiguïté constructive. Dans la deuxième partie, les auteurs étudient les liens entre l'aléa moral et la finance internationale, se penchant sur le développement des institutions internationales de prêt de dernier ressort et des agences de crédit aux exportations, à travers le Fonds monétaire international et l'Exim Bank. Enfin, la dernière partie examine les enjeux liés à l'aléa moral dans le secteur privé – notamment bancaire et industriel –, avec l'avènement et le déclin du consortium Renault-Nissan, livrant un récit passionnant des ressorts théoriques de l'affaire Ghosn.

L'un des constats principaux de l'ouvrage est que les préoccupations liées à l'aléa moral ont été largement négligées ces dernières décennies par

les autorités publiques et les régulateurs : les problèmes liés à l'aléa moral ont donc crû, s'immiscant dans nos systèmes économiques jusqu'à représenter un danger pour le capitalisme libéral. Les auteurs montrent par exemple que la concentration des secteurs industriels et bancaires a conduit à l'émergence d'entreprises et d'institutions financières dites *Too Big To Fail* (TBTF), dont la faillite aurait des conséquences si désastreuses sur l'économie que les pouvoirs publics seraient forcés de leur porter secours en cas de danger. L'aléa moral s'imisce dans ce contexte de deux façons. Entreprises et institutions financières se livrent à une course à la taille afin de « devenir TBTF », pour assurer leur survie en cas de difficulté sévère. Et les acteurs économiques atteignant cette position se livrent à des activités plus lucratives mais augmentant leur exposition au risque, sachant qu'en cas de faillite leurs pertes seront renflouées par les pouvoirs publics avec l'argent des contribuables. En dépit de l'aspect discrétionnaire et de l'ambiguïté des décisions de renflouement, il est clair que la multiplication des assistances financières – sans réelles contreparties – aux institutions dites TBTF par les pouvoirs publics ces dernières décennies conduisent, de fait, à leur institutionnalisation.

À la fin de leur ouvrage, les auteurs proposent plusieurs solutions concrètes pour lutter contre le problème de l'aléa moral, qui nécessitent une réelle volonté politique. Or la politique du « quoi qu'il en coûte » lors de la crise du Covid-19 semble plutôt indiquer une tendance politique à continuer d'ignorer ce problème, laissant présager, à la lecture des éléments historiques présentés dans le livre, de quelques tumultes économiques. De par sa clarté, sa richesse et sa finesse d'analyse, cet ouvrage est un incontournable dans son

domaine. Sa lecture est donc fortement recommandée pour qui cherche à mieux appréhender l'aléa moral, facteur essentiel à la bonne compréhension de notre vie économique, dans ses phases d'expansion et de crises.

Hugo Le Picard

Sécurité/Stratégie

SEEKING THE BOMB: STRATEGIES OF NUCLEAR PROLIFERATION

Vipin Narang

Princeton, Princeton University Press, 2022, 400 pages

Si les raisons pour lesquelles des États développent un arsenal nucléaire sont connues, les façons d'obtenir la bombe sont, elles, trop souvent considérées comme identiques pour tous les États proliférants.

C'est un constat que pose Vipin Narang, chercheur au MIT et depuis mars 2022 assistant du sous-secrétaire à la Défense pour la politique spatiale, qui étudie ici le parcours des 29 États ayant, depuis 1945, tenté d'obtenir l'arme nucléaire, et propose une théorie des stratégies de prolifération répartissant ces États en quatre catégories.

La première est celle des *sprinters*, qui ont fait le choix de la vitesse : les cinq premiers États dotés de l'arme (États-Unis, Royaume-Uni, Chine, Russie et France), puis l'Inde. Narang réfute ainsi l'hypothèse classique qui présente chaque État proliférant comme ayant

intérêt à acquérir l'arme nucléaire le plus rapidement possible. Ce choix de *sprinter* ne fut possible que pour les premiers États proliférants, avant que les mécanismes de non-prolifération se mettent en place.

La deuxième catégorie, qui comprend le plus grand nombre d'États, est celle du *hedging* ou du « pari sur l'avenir » : le développement d'une recherche scientifique permettant d'évoluer rapidement vers une arme nucléaire si besoin. Selon le degré d'avancement des programmes et les facteurs du basculement du pays vers une étape supérieure (notamment l'évolution du contexte sécuritaire), trois types de *hedgers* sont identifiés : *technical hedgers* (le moins abouti), *insurance hedgers* et *hard hedgers*. Le cas du programme nucléaire militaire français est ainsi étudié : selon la théorie de Narang, la France aurait dû rester dans la catégorie des *insurance hedgers* grâce à la dissuasion élargie des États-Unis proposée dans les années 1950. Mais du fait d'un manque de confiance envers ces garanties américaines, Paris a basculé de la catégorie des *insurance hedgers* aux *sprinters*.

Enfin, l'auteur propose deux dernières catégories, qu'il considère comme les plus susceptibles d'être choisies de nos jours par les États proliférants : la protection (*sheltering*) et la dissimulation (*hiding*). Les États « protégés » profitent de la couverture d'un État puissant, lui-même doté de l'arme nucléaire, pour poursuivre leurs programmes. Ce fut le cas d'Israël et du Pakistan, deux États protégés par les États-Unis dans un contexte géopolitique particulier, ou du programme nord-coréen facilité par la Chine. Quant aux États dissimulateurs (Afrique du Sud, Libye, Irak, Syrie...), ils apparaissent comme les plus dangereux, car les plus difficiles à détecter et

à contraindre du fait de leur isolement sur la scène internationale.

Seeking The Bomb permet d'aborder le cas d'États dont le parcours proliférant a été oublié (Suède, Suisse, Égypte...). Cette richesse historique permet à l'auteur de dessiner une grille analytique innovante, pertinente pour comprendre les stratégies de prolifération passées mais aussi celles à venir. Dans sa conclusion, Narang envisage ainsi un programme nucléaire militaire saoudien ou taïwanais sous protection des États-Unis, ou encore un programme turc sous parapluie russe. Il affirme aussi que son arbre de décision permet d'identifier les facteurs poussant un État à choisir une stratégie particulière de prolifération : jouer sur ces points de bascule pourrait ainsi permettre de rendre plus efficaces les mécanismes internationaux de non-prolifération.

Héloïse Fayet

THE INHERITANCE: AMERICA'S MILITARY AFTER TWO DECADES OF WAR

Mara E. Karlin

Washington, Brookings Institution Press, 2022, 320 pages

Alors que le débat stratégique semble à Washington accaparé par la compétition stratégique entre les États-Unis d'un côté et la Chine et la Russie de l'autre, le livre de Mara E. Karlin vient nous rappeler combien la guerre contre le terrorisme a façonné l'armée américaine au cours des vingt dernières années. L'ouvrage se présente comme un véritable audit de l'outil de défense à l'aune de deux décennies de conflits au Moyen-Orient. Le propos de Karlin se veut donc moins géopolitique que

sociologique. Laissant temporairement de côté la question éternelle des priorités stratégiques américaines entre Asie, Europe et Moyen-Orient, l'auteur se penche sur les traces laissées par les guerres d'Irak et d'Afghanistan sur le moral des troupes, ainsi que sur le processus décisionnel du Pentagone.

Certaines problématiques de *The Inheritance* sont déjà bien connues. L'auteur évoque ainsi les querelles entre décideurs civils et militaires. Elle rappelle l'épisode au cours duquel l'ancien secrétaire à la Défense Robert Gates donne la priorité aux ressources allouées à l'armée de Terre en Irak, au risque de s'attirer les foudres de l'armée de l'Air. Elle évoque aussi les vives oppositions, sous Barack Obama, entre la Maison-Blanche et la hiérarchie militaire autour du *surge* afghan en 2009. L'auteur revient enfin sur la célébrité, éphémère, de David Petraeus, pour mieux montrer les dérives impliquées par la « militarisation » de la politique étrangère américaine de ces dernières années.

Pour conduire ce travail, Karlin s'est appuyée sur une impressionnante série d'entretiens avec des officiers et cadres civils du département de la Défense, qui lui permet de saisir au plus près les tensions et les frustrations de l'armée américaine. La mobilisation de ces nombreux témoignages enrichit l'analyse, et la place à mi-chemin entre l'essai de sociologie militaire et le rapport ethnographique. L'originalité du livre vient aussi de la connaissance intime de son auteur pour le Pentagone : au cours des deux dernières décennies, Karlin a alterné entre des postes à l'université Johns Hopkins et au cabinet du secrétaire à la Défense. Avant même la parution de *The Inheritance*, elle a d'ailleurs à nouveau retrouvé le Pentagone en qualité d'*Assistant Secretary of Defense*,

supervisant plus particulièrement la production de documents comme la *National Defense Strategy*.

L'enquête menée par Karlin relève d'une sociologie critique mais compréhensive de l'armée américaine. Sa ligne intellectuelle se veut bienveillante et surtout non partisane (prenant soin de rappeler les torts à la fois des administrations démocrates et républicaines). Les pages les plus saisissantes du texte voient Karlin interroger des officiers, jeunes mais aussi plus âgés, qui ne lui cachent pas leur sentiment d'incompréhension quant à ce que la guerre contre le terrorisme a pu représenter pour eux, pour l'ensemble de la communauté militaire, et en particulier pour ceux qui ont sacrifié leur vie en son nom. L'amertume est alors palpable dans les témoignages recueillis. Bien que le texte ait été écrit avant le retrait américain d'Afghanistan, il est difficile de ne pas voir dans ce désarroi un écho des émotions suscitées par l'évacuation de Kaboul à l'été 2021.

Jean-Loup Samaan

WAR TRANSFORMED: THE FUTURE OF TWENTY-FIRST CENTURY GREAT POWER COMPETITION AND CONFLICT

Mick Ryan

Annapolis, U.S. Naval Institute, 2022, 312 pages

Dans une réflexion à la charnière d'une étude des processus d'innovation militaires et d'une analyse des transformations géopolitiques contemporaines, Mick Ryan, ancien commandant de l'école de guerre australienne, s'attache à distinguer ce qui relève de l'héritage des périodes antérieures, références

historiques à l'appui, et de l'inédit de la période actuelle, à l'aube de la quatrième révolution industrielle.

La première rupture tient, selon Ryan, à la fréquence des vagues d'innovation. Fulgurantes, les technologies clés deviennent, à l'image des grandes entreprises du net, tout aussi rapidement obsolètes. Or l'alternance rapide des cycles d'innovation est vouée à encore s'accélérer sous l'effet de l'irruption de l'Intelligence artificielle, et plus largement des technologies liées à l'automatisation, épaississant encore le « brouillard » de la stratégie contemporaine. L'emploi des innovations sur le terrain étant conditionné par les cultures stratégiques des pays utilisateurs, il est, pour l'auteur, plus nécessaire que jamais de savoir comment l'« Autre » (Chine, Russie...) pense la guerre.

En générant un nouveau rapport au temps et à la « masse », l'intégration des nouvelles technologies met au défi des bureaucraties militaires souvent rétives au changement. De ce fait, les puissances capables d'évaluer avec justesse le potentiel des innovations de rupture, d'élaborer les concepts opérationnels innovants et de diffuser, par l'entraînement et la formation, ces leçons aussi largement et rapidement que possible aux plus petits échelons de commandement, disposeront d'un net avantage sur leurs adversaires. Le défi de la compétition entre puissances est donc humain avant d'être technologique.

Jusqu'à présent, nombre de stratégestes considéraient que le militaire gardait la maîtrise du processus d'escalade de la violence et plus généralement la gestion des aspects moraux de la guerre, quelle que soit la technologie employée ou la forme du conflit armé. À la manière

d'un maître des cérémonies, le stratège pourrait ainsi appliquer un niveau de violence correspondant à la réalisation d'un ensemble d'objectifs politiques. Mick Ryan fait partie d'une génération d'officiers qui, s'interrogeant sur les conséquences de l'ascension de l'automatisation, doute que ce rapport du militaire à la guerre puisse être maintenu dans la durée. S'il n'est pas question à court terme de déléguer à l'Intelligence artificielle la décision de mener des opérations militaires, l'innovation porte en elle la capacité à reléguer le soldat à un rôle d'observateur. Une évolution pour l'heure jugée hors d'atteinte, mais susceptible, pour Ryan, d'entraîner une déconnexion dangereuse entre les décideurs et l'action militaire.

Riche de références en études stratégiques, l'ouvrage trouvera sans difficulté une place importante dans le répertoire des travaux sur l'innovation militaire. Mick Ryan rappelle, tant par ses propositions que par la méthodologie employée, ses années passées aux États-Unis. On peut pourtant regretter que l'auteur n'ait pas davantage développé, en marge de sa réflexion générale sur les enjeux de la compétition entre puissances, une approche plus spécifique à l'Australie et à son changement de perception de la menace chinoise. Il aurait ainsi offert à un lectorat français encore avide de comprendre les dessous de la signature de l'AUKUS des clés de compréhension utiles.

Morgan Paglia

THE WIRES OF WAR: TECHNOLOGY AND THE GLOBAL STRUGGLE FOR POWER

Jacob Helberg

New York, Simon & Schuster, 2021, 384 pages

Dans la lignée de nombreux travaux américains sur la « nouvelle guerre froide » entre États-Unis et Chine, l'ouvrage de Jacob Helberg alerte sur la « guerre grise » (*Grey War*) en cours, véritable « affrontement mondial entre démocraties et autocraties » dont les armes sont principalement technologiques.

La « guerre grise » se joue sur deux fronts. Tout d'abord la couche numérique d'internet (applications logicielles, réseaux sociaux, plateformes d'informations...) pour la maîtrise de l'information. À la lumière de son expérience chez Google (2016-2020), Helberg détaille les processus de fabrication, amplification et blanchiment de fausses informations par certains pays autoritaires (en particulier la Russie), et les réponses de Google pour entraver ces stratégies de désinformation. Deuxième front : l'infrastructure matérielle qui permet d'accéder à internet et que la Chine cherche, pour Helberg, à « dominer ». Dans ce but, elle déploie une stratégie à quatre dimensions pour contrôler les chaînes d'approvisionnement, les canaux de l'information (câbles sous-marins et sous-terrains, satellites, centres de données), les protocoles et la 5G. Le tableau dressé est volontairement effrayant, amplifiant les capacités et ambitions d'une Chine systématiquement présentée comme menaçante – d'autant qu'il omet les éléments de puissance américains dans les mêmes domaines.

Pour Helberg, la « guerre grise » dépasse la simple compétition et

menace la survie politique des États-Unis, qui doivent donc repenser totalement leur politique pour y faire face. Les deux derniers chapitres proposent les grandes lignes d'une réorganisation : renforcement de la coopération entre le Congrès et la Silicon Valley, expansion de la stratégie offensive cyber, augmentation massive de l'investissement fédéral dans la R&D, amélioration des outils des plateformes et de la politique d'éducation numérique pour lutter contre la désinformation, etc. L'auteur considère le « découplage technologique » – au moins sur les chaînes d'approvisionnement stratégiques – comme une « course » dont le caractère indispensable est « de plus en plus accepté ». Brisant les tabous encore présents dans le débat public américain, il appelle de ses vœux l'intervention de l'État dans le marché, et une véritable politique industrielle américaine, nécessaire pour mener à bien l'effort de relocalisation et réindustrialisation.

Les forces et faiblesses de l'ouvrage découlent de sa double ambition. Décrivant ce livre comme le « témoignage d'un fantassin en première ligne de ce nouveau combat crucial », Helberg met effectivement à profit son expérience pour éclairer le fonctionnement et la culture de la Silicon Valley, décrire la lente prise de conscience des plateformes face aux ingérences étrangères, ou expliquer certains aspects techniques. En revanche, pour faire de son livre un « signal d'alarme », Helberg grossit le trait, souvent jusqu'au manichéisme. Soulignant la puissance menaçante de la Russie et (surtout) de la Chine à grand renfort de passages dystopiques et de sentences dramatiques, il passe sous silence certaines pratiques américaines (domination des marchés, récupération des données, espionnage...), et manque parfois de nuance. *Wires of War* reflète les grands axes du

débat aux États-Unis, y compris dans la dimension idéologique, sur la menace chinoise et les leviers à actionner pour répondre à son défi.

Mathilde Velliet

Europe

L'EUROPE : CHANGER OU PÉRIR

Nicole Gnesotto
Paris, Tallandier, 2022, 316 pages

Le dernier livre de Nicole Gnesotto constitue d'abord une remarquable leçon sur la construction européenne, sur cette Union aux succès historiques toujours occultés par les difficultés conjoncturelles d'une avancée à 27.

Le bilan est impressionnant, à la fois à l'échelle de l'histoire mondiale et à celle des droits et acquis concrets des citoyens européens : unification politique et prospérité économique d'un continent, affirmation d'une citoyenneté commune, développement des droits, etc. Il faut affirmer sans cesse ces succès pour prendre la juste mesure des cinq grands débats rémanents qui constituent les obstacles les plus visibles aux avancées collectives européennes. Le débat sur la finalité d'une union censée devenir « sans cesse plus étroite » ; le débat sur l'introuvable défense commune ; celui sur les frontières de l'Union européenne (UE), et donc sur les élargissements à venir ; le débat sur les politiques économiques de ses membres : elles restent nationalement divergentes en dépit de la monnaie unique, et les orientations économiques

communes ont toujours échoué à transcroître en véritables politiques de l'Union ; enfin le débat sur la gouvernance et l'évolution des institutions de l'UE.

Débats récurrents, heurtés de plein fouet par l'évolution du monde. Construite pendant la guerre froide, accoutumée à l'abri qu'elle procurait, l'UE a littéralement plongé dans une mondialisation sans règle qui l'a empêchée de prendre la mesure des bouleversements de ces vingt dernières années.

Ces décennies ont chamboulé règles et rapports de force, annulant les repères hérités de la guerre froide et de la période qui l'a suivie, imposant des défis nouveaux, économiques, climatiques ou sanitaires, relativisant l'efficacité de la force des forts, marginalisant progressivement les rêves de gouvernance globale, multipliant les inégalités en dépit des promesses d'une mondialisation heureuse...

Avec son déni du concept même de puissance, ses procédures de décision codifiées dans une admirable lenteur, l'UE peut-elle s'adapter au monde nouveau ? Face à la pandémie, l'Union a exhibé son pire et son meilleur ; et elle se targue, en réaction à l'agression russe en Ukraine, de répondre vite et de toute sa puissance. Et de la puissance, elle en a en réserve...

C'est à sa définition que se consacre la dernière partie de l'ouvrage : « L'Europe en puissance » (intéressante ambiguïté : l'Europe travestie en puissance, ou puissance potentielle ?). Il s'agit bien de définir une souveraineté européenne, synonyme de maîtrise de son destin. Et cette définition passe par

un aveu : « faire de la défense européenne une condition indispensable à la puissance politique de l'Union européenne, c'est afficher un chiffon rouge, c'est courir à l'échec ». Il faut plutôt identifier les exigences de l'autonomie (technologique, par exemple), de la défense de nos valeurs fondamentales (progrès collectif, égalité des citoyens, développement des aires stratégiques qui nous entourent...), en mettant en œuvre l'ensemble des moyens dont dispose l'UE, susceptibles de constituer une diplomatie cohérente, et de poids lourd.

Les mois prochains diront si la guerre ukrainienne a montré l'efficacité des choix politiques de l'Union (à travers la force des sanctions et l'aide militaire apportée à Kiev), ou si elle a eu pour simple effet de rejeter les Européens dans le (faux) cocon américain, rendant problématique fût-ce leur affirmation singulière dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord.

Dominique David

Afrique

L'ÉNIGME ALGÉRIENNE. CHRONIQUES D'UNE AMBASSADE À ALGER

Xavier Driencourt

Paris, L'Observatoire, 2022,
256 pages

Xavier Driencourt a la particularité d'avoir été ambassadeur deux fois au même poste : Alger, pour la France un des plus sensibles du réseau diplomatique. Il fait un premier séjour de 2008

à 2012 puis un second de 2017 à 2020, ce qui lui a donné, comme le ministre des Affaires étrangères algérien le lui a déclaré, une « longueur d'avance » pour décrypter un pays complexe qui entretient avec la France des relations spéciales, où se côtoient attraction et rejet. L'Algérie n'est pas « un partenaire banal » : compte tenu de l'histoire, sa relation avec la France relève à la fois de la diplomatie et de la politique intérieure. C'est pourquoi ce poste est toujours confié à des diplomates expérimentés. De fait, le témoignage et l'analyse que nous propose l'auteur allient une connaissance approfondie de ce pays, une vraie empathie et la lucidité sur une relation plus tendue que sereine.

Les deux séjours, à quelques années d'intervalle, ont permis de constater une évolution politique et économique préoccupante qui laisse penser que les années à venir seront difficiles. Alors que l'auteur avait vécu lors de son premier séjour dans un pays qui connaissait une certaine stabilité et une réelle prospérité grâce au niveau élevé du prix des hydrocarbures, il se retrouve en 2017 dans un tout autre contexte : baisse des ressources en devises, démographie et urbanisation en pleine expansion, société « angossée et démolisée par son enfermement, l'absence de perspective, la corruption grandissante ». Le système est bloqué. Il assiste ainsi à la fin du règne de la famille Bouteflika, à l'irruption en février 2019 du mouvement de contestation, le Hirak, et au début de la présidence Tebboune. Une période de transition qui, même si le Hirak s'essouffle, est loin d'être terminée.

L'auteur fait une analyse fine des regards croisés que se portent les deux pays. Du côté français, la guerre d'Algérie reste

d'autant plus présente dans les mémoires que l'on estime en France « à 7 millions, soit quasiment 10 % de la population, le nombre de personnes liées directement ou indirectement à l'Algérie ». Les débats sur l'immigration, le terrorisme ou l'islamisme mettent souvent en cause l'Algérie. Subsiste encore une véritable « imprégnation » de notre vie politique par l'Algérie. De l'autre côté de la Méditerranée se mêlent paranoïa et schizophrénie, et on est persuadé que la France – l'Élysée, la DGSE, l'ambassade – s'ingère dans la vie politique, voire complotte contre les intérêts de l'Algérie. La France est repoussoir, bouc émissaire, et aussi référence, modèle, point d'entrée sur le monde : la pression pour obtenir un visa est plus forte que jamais...

Dans le chapitre « Mémoire et histoire », Xavier Driencourt fait le point sur une question particulièrement sensible. Il rappelle les initiatives françaises, depuis Jacques Chirac, pour aller vers une réconciliation, comparable à celle qui a pu être réalisée avec l'Allemagne. La politique des « petits pas » menée par Emmanuel Macron est restée sans réponse, traitée surtout par « le mépris et l'indifférence ». La déclaration du président, exaspéré par cette attitude, dénonçant en octobre dernier la « rente mémorielle » exploitée par les autorités algériennes, a provoqué une crise profonde dans les relations bilatérales.

À lire ce livre, on comprendra mieux un pays qui a reçu plus que d'autres notre empreinte coloniale, et qui reste un sujet de débat de politique intérieure, tant en Algérie qu'en France.

Denis Bauchard

BAMAKO. DE LA VILLE À L'AGGLOMÉRATION

Monique Bertrand

Marseille, IRD Éditions, 2021, 340 pages

Plus de trente ans de recherche sur la capitale malienne nourrissent un volume au format original qui propose sur 300 pages plus de 100 tableaux et infographies, une centaine de cartes et de planches, et plusieurs dizaines de photos documentant les multiples variables spatiales, socio-économiques et démographiques de la transformation rapide d'une métropole ouest-africaine en pleine expansion (avec un taux de croissance urbaine de 5 % par an).

En un temps où l'expansion des villes africaines fait couler quelque encre, et où les concepts urbains deviennent de plus en plus abstraits (villes « vertes », « intelligentes », « durables », etc.), la publication d'un atlas monographique, riche en données empiriques, est rafraîchissante : la présentation imagée et cartographiée de l'analyse rend concrètes et presque tangibles les « dynamiques urbaines » à l'œuvre dans la capitale malienne. Le lecteur est immergé dans le quotidien urbain à Bamako, des scènes de vie dans les cours des copropriétés du centre-ville aux transactions foncières dans le cercle périurbain de Kati.

Outre la quantité de données mobilisées (statistiques, recensements, entretiens, observations) et la période couverte (du début du XX^e siècle aux années 2010), l'ouvrage croise les approches : l'auteur mobilise les résultats des deux principaux recensements publics de 1993 et 2011, en discute les écueils, puis les complète d'observations qualitatives,

notamment sur les pratiques sociales des citoyens.

En neuf chapitres, Monique Bertrand présente des analyses fouillées de plusieurs piliers de la vie urbaine. Si les travaux de recherche sur les villes africaines utilisent souvent des focales sectorielles, cet atlas offre au contraire une perspective plus holistique de la transformation d'une ville depuis sa fondation à l'ère coloniale : les différentes parties soulignent les passerelles entre la pression démographique et le rajeunissement de la population urbaine, les trajectoires de migration, les caractéristiques du bâti et les inégalités de l'accès au logement, ou encore l'insécurité foncière d'un grand nombre d'habitants de Bamako et de sa périphérie.

En filigrane, l'auteur expose et réaffirme son regard critique sur la gouvernance de l'expansion de la capitale malienne. Influencée par l'idéologie des organisations internationales, cadencée par les intérêts d'investisseurs et d'élites nationales, et limitée par les faibles capacités et ressources de l'État, cette gouvernance reste défailante.

Les résultats de cette étude sont exposés dans un texte dense, semé de termes techniques empruntés aux études urbaines. Leur compréhension est donc en partie réservée aux urbanistes, démographes et experts sectoriels, ainsi qu'aux lecteurs ayant des connaissances préalables sur la morphologie de Bamako. En revanche, la pédagogie et la clarté des cartes et infographies, qui constituent la grande valeur ajoutée du travail, rendent les contenus accessibles et plus compréhensibles au public le plus large. Si cet atlas reste un travail monographique sur Bamako, en dépit

de l'effort comparatif annoncé en introduction, il propose plusieurs approches méthodologiques susceptibles de nourrir les études d'autres villes et agglomérations : la confrontation de données quantitatives et qualitatives, le croisement des secteurs urbains et l'utilisation de la cartographie sont des pistes prometteuses.

Sina Schlimmer

THE WAR THAT DOESN'T SAY ITS NAME. THE UNENDING CONFLICT IN THE CONGO

Jason K. Stearns

Princeton, Princeton University
Press, 2022, 328 pages

L'ouvrage de Jason K. Stearns répond à une question que posent tous les conflits enlisés : pourquoi la guerre dure-t-elle ? L'est de la République démocratique du Congo est en conflit depuis 1996, un conflit qui semble sans fin. Après avoir été très (trop) médiatisé, il fait partie de la liste des conflits oubliés. Pourtant, l'Ituri, le Nord et le Sud-Kivu – les trois provinces qui sont le théâtre du conflit – comptent environ 20 millions d'habitants, avec une superficie cumulée qui représente plus de quatre fois la Belgique.

Le nombre de groupes armés y est passé de 30 en 2008 à 122 en 2022 ; l'armée gouvernementale et les milices sont toujours à l'origine de nombreuses violations des droits de l'homme et restent largement impliquées dans l'exploitation illicite des ressources naturelles qui abondent dans la région. La présence de la plus grande mission de maintien de la paix de l'Organisation des Nations unies (ONU) (presque

18 000 casques bleus en 2021), l'intervention de nombreuses organisations non gouvernementales et la proclamation de l'état de siège au Nord-Kivu et en Ituri le 3 mai 2021 par le gouvernement n'ont en rien changé la donne sécuritaire. Dans cette partie de l'Afrique, ce n'est pas le développement qui est durable, mais la violence. C'est dire à quel point le livre de Jason K. Stearns répond à une question pertinente.

La question de l'enracinement de la conflictualité conduit à se tourner vers les acteurs du conflit et leurs « intérêts de guerre ». Jason K. Stearns recourt au concept de « *military bourgeoisie* » pour désigner le groupe social né des guerres du Congo (1996-2006), et qui prolonge la conflictualité dans l'est du pays. Après avoir retracé la longue et complexe histoire des guerres du Congo et rappelé le rôle important du voisin rwandais, l'auteur montre que ces guerres ont produit cette « *military bourgeoisie* » : un groupe social qui tire profit de l'économie de guerre. Ce groupe social comprend l'armée congolaise, les milices locales et les « politiciens entrepreneurs » congolais qui font de la politique un business. La durabilité de la guerre résulte également de l'extrême fragmentation des groupes armés, due à la stratégie « *divide and rule* » du gouvernement congolais, et aux intérêts communautaires locaux. Jason K. Stearns, excellent connaisseur de l'histoire locale des groupes armés de l'Est congolais, montre comment plusieurs d'entre eux illustrent la mécanique diabolique de cette guerre sans fin : la guerre a été transformée en une rente par un groupe social qu'elle a créé, et qui prospère grâce à elle.

La principale contribution de ce livre ne réside pas tant dans cette conclusion, déjà énoncée pour d'autres conflits (on

songe aux longues guerres civiles du Liban, de Colombie, etc.), que dans un dernier chapitre intitulé *Peacemaking and the Congo*. Grâce à son excellente connaissance des acteurs, et notamment de l'ONU, l'auteur fait une revue critique de la politique de pacification depuis 20 ans, listant toutes les erreurs commises dans une totale bonne conscience : accords de paix déséquilibrés, sous-estimation de la dimension économique du conflit, stratégie « paix avant la justice » qui aboutit à une impunité généralisée, absence de réaction internationale face aux ingérences rwandaises, complaisance des bailleurs, solutions techniques à des problèmes politiques, etc. Ce livre montre ainsi que l'enlèvement du conflit n'est pas seulement l'œuvre de ses acteurs et profiteurs directs mais aussi des faiseurs de paix bien intentionnés.

Thierry Vircoulon

Asie

THE LEDGER: ACCOUNTING FOR FAILURE IN AFGHANISTAN

David Kilcullen et Greg Mills
Londres, Hurst, 2021, 368 pages

Ayant participé au conflit d'Afghanistan en première ligne, jusqu'aux dernières heures de la coalition, David Kilcullen et Greg Mills proposent ici un premier bilan de vingt ans d'engagement occidental.

Qu'une telle analyse soit rédigée par David Kilcullen attire nécessairement l'attention. Figure des promoteurs et

surtout praticien de la *counterinsurgency*, il est ici accompagné de Greg Mills, expert de la reconstruction des États en Afrique, et ancien conseiller de la Force internationale d'assistance à la sécurité – versant militaire de la coalition en Afghanistan.

Ces auteurs nous délivrent, sur le mode d'une comptabilité froide, la litanie des erreurs successives, croissantes, de la stratégie occidentale. Riche de données objectives autant que d'anecdotes remarquables, ce « registre » s'impose déjà comme une œuvre analytique majeure. Prise entre la crise du Covid-19 et l'engagement russe en Ukraine, la chute de Kaboul n'est certes qu'un événement dans une séquence que les historiens compareront peut-être demain à la terrible année 1979. Mais l'ouvrage rappelle qu'elle est surtout le fruit, amer et ultime, d'une longue liste d'occasions manquées depuis la chute des talibans, de décisions absurdes assumées, du refus du temps long, et du rejet délibéré de la compréhension profonde des – si complexes – réalités locales. Il sonne en cela comme en écho à un autre bilan : le célèbre *Fiasco*, que Thomas E. Ricks avait consacré à la guerre d'Irak en 2008.

Les quatre domaines qui ont, selon les auteurs, conduit à la défaite sont le refus d'une solution politique à l'insurrection, les ambiguïtés envers le Pakistan, la corruption et sa gigantesque propagation, et enfin l'échec des initiatives de développement. Au-delà, ils reconnaissent également – et ce n'est pas le moindre de leurs mérites – à quel point leurs propres théories de *counterinsurgency*, redécouvertes sur le tas, se sont révélées inadaptées aux problématiques posées et au contexte dans lequel elles étaient déployées. Plus encore, cet ouvrage semble montrer qu'en dépit

de l'énergie et du dévouement de nombreux acteurs occidentaux – le plus souvent sur le terrain, et l'hommage aux soldats est ici appuyé –, jamais il n'a été réellement possible de relever le défi afghan.

À l'heure d'une profonde évolution du dispositif français en Afrique de l'Ouest, ce bilan insiste sur certaines leçons, qu'il faudra ne pas oublier – à commencer par la place centrale du fait politique dans les insurrections, évidence dont les auteurs rappellent qu'elle est trop souvent reléguée ou niée.

Mais ils montrent également que chercher à vaincre une insurrection et, simultanément, à faire émerger un État a sans doute toujours été illusoire. Ayant concrètement vécu cette longue guerre, ils savent – et nous avec eux – à quel point ces constats étaient écrits – et connus – depuis de nombreuses années, et pour certains même érigés en principes avant même le 11 Septembre. Les enseignements des écrits de Bernard Fall restent, à ce titre, emblématiques. Aujourd'hui, le retour de l'engagement militaire majeur, entre États, ne met pas fin aux guerres irrégulières. À l'exemple de ce livre, le bilan lucide des expériences irakienne, afghane ou malienne est une œuvre indispensable pour comprendre les raisons si prévisibles de ces terribles égarements.

Laurent Bansept

KASHMIR AT THE CROSSROADS. INSIDE A 21st-CENTURY CONFLICT

Sumantra Bose

New Haven, Yale University Press, 2021, 352 pages

Avec ce nouvel ouvrage sur le Cachemire, Sumantra Bose, professeur à la London School of Economics, offre un travail de référence. L'histoire du territoire contesté, objet de quatre guerres entre l'Inde et le Pakistan et de tensions entre l'Inde et la Chine, est structurée en quatre mouvements. « La dispute » porte sur les quarante premières années du conflit. Elle commence en 1947, après la partition de l'Empire des Indes, quand le maharajah du Cachemire signe l'acte d'accession de son État à l'Inde, qui permet à celle-ci de bloquer l'avance des milices du Pakistan, sans récupérer les terres du Nord ni le ruban occidental de l'ancien royaume qui deviendront, pour New Delhi, le « Cachemire occupé par le Pakistan ». Double dispute, entre l'Inde et le Pakistan d'une part, et entre l'Inde et les Cachemiris sous son contrôle. L'article 370 de la Constitution indienne, qui accordait une grande autonomie au Cachemire, étant peu à peu grignoté, et le jeu politique local grandement manipulé par New Delhi, tandis que dans leur bastion du Jammu, des mouvements hindous demandent la pleine intégration à l'Inde.

Puis s'ouvre une deuxième phase, « le carnage » (1990-2004), marquée par une insurrection d'esprit en partie indépendantiste, en partie pro-pakistanaise. Islamabad conduit alors une « guerre par procuration » par le biais de groupes terroristes menant le djihad au Cachemire. La répression est lourde,

mais un espoir de dialogue se dessine en 2003-2004 entre Inde et Pakistan. Il tournera court, et une nouvelle génération de jeunes protestataires – les « jeteurs de pierre » – mènera ensuite une manière d'intifada contre les forces indiennes contrôlant le Cachemire.

Ce troisième chapitre se clôt en 2019, quand le gouvernement du Bharatiya Janata Party (BJP) de Narendra Modi, largement réélu, juge pouvoir enfin mener la politique d'intégration voulue de longue date par le parti. L'article 370 est supprimé et une chape de plomb s'étend sur le Cachemire : c'est « l'offensive nationaliste hindoue », qu'analyse le quatrième chapitre. Pour conclure, l'auteur replace cette crise sans fin dans le contexte géopolitique actuel, des positions américaines au contentieux entre Inde et Chine sur la deuxième ligne de contrôle. Cette « ligne de contrôle effectif » sépare le Ladakh indien de l'Aksai Chin chinois, la première ligne séparant, elle, le Cachemire sous administration indienne de celui sous administration pakistanaise, là où passe, au Gilgit-Baltistan, le « corridor économique sino-pakistanaise », élément essentiel des Nouvelles routes de la soie de Pékin, que l'Inde dénonce en revendiquant ses droits sur ce territoire perdu depuis 1947.

Dans *Kashmir: Roots of Conflict, Paths to Peace* (2003), Sumantra Bose esquissait ce que pourrait être une politique trans-actionnelle, alors que le Premier ministre indien A. B. Vajpayee, du BJP, et le général Musharraf, président du Pakistan, ouvraient un dialogue sur des bases prometteuses. L'expérience se heurta au manque de consensus dans chaque camp. Du moins des principes étaient-ils posés. Nous en sommes loin aujourd'hui. Reste une riche analyse, nourrie d'un travail de terrain engagé

depuis 1994, un ouvrage incontournable sur une question qui fit l'objet d'une des toutes premières résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, la 38 de janvier 1948. Deux membres du Conseil s'étaient alors abstenus : l'URSS et la République socialiste soviétique d'Ukraine...

Jean-Luc Racine

Moyen-Orient

L'IRAN EN 100 QUESTIONS. ENTRE DURCISSEMENT ET CONTESTATION

Mohammad-Reza Djilili et Thierry Kellner

Paris, Tallandier, 2022, 448 pages

Le lecteur spécialiste ou l'étudiant découvrant l'histoire, la société, la géopolitique ou la culture iraniennes sera, en refermant cet ouvrage, mieux à même de comprendre les enjeux contemporains d'un pays largement méconnu en Occident.

La profondeur historique proposée par les auteurs est l'un des principaux mérites de cet ouvrage. De l'invention de l'écriture à la révolution islamique de 1979, en passant par le coup d'État de 1953, l'étude des grands événements de l'histoire iranienne apparaît comme une condition *sine qua non* pour comprendre l'Iran contemporain. Sur la question de la définition des frontières, les auteurs expliquent par exemple que « l'Iran d'aujourd'hui est un vieux pays, entouré de jeunes États tous issus de la décomposition de l'un des

trois Empires voisins [russe, ottoman et britannique] ».

Après la mise en perspective historique, deux chapitres consacrés à la société et aux religions permettent de dépasser les clichés sur la République islamique. Les auteurs relèvent l'existence d'une culture LGBT *underground* en Iran, alors que l'ancien président Ahmadinejad (2005-2013) en niait l'existence. Ils soulignent également la présence d'une communauté bahaïe de 300 000 croyants sur le territoire iranien, en dépit des discriminations persistantes dont ils sont l'objet dans une République islamique qui les considère comme des « hérétiques ».

Les sujets géopolitiques sont abordés à travers l'échec du premier accord sur le nucléaire de juillet 2015, les tensions israélo-iraniennes, le soutien de Téhéran aux mouvements palestiniens ou encore la question de la stratégie maritime de Téhéran autour du détroit d'Ormuz, par lequel transite quotidiennement près de 30 % du trafic pétrolier maritime mondial.

Les questions économiques et environnementales constituent par ailleurs des défis majeurs pour le développement du pays. L'intérêt des auteurs pour le désastre écologique iranien se fait l'écho d'une des préoccupations principales des citoyens face à la pollution de l'air dans les grandes villes, la multiplication des tempêtes de sable ou encore la crise de l'eau. Enfin, un dernier chapitre traite des relations France-Iran depuis la période napoléonienne jusqu'à nos jours. Les parties consacrées aux récits de voyage, à la rencontre entre Charles de Gaulle et l'Iran du Shah soulignent une affinité culturelle entre Iraniens et Français qui perdure jusqu'à nos jours,

en dépit de la rupture politique intervenue depuis la révolution de 1979. Les auteurs notent également que c'est Ebrahim Yazdi qui propose à l'ayatollah Khomeiny de séjourner en France au moment de la révolution de 1978-1979. Un épisode qui fait de la France le quartier général de la révolution islamique, et qui s'inscrit alors dans le contexte d'une opinion publique française très influencée par les courants de pensée tiers-mondiste, anti-impérialiste et anti-américain.

Ce livre restera comme une référence indispensable en langue française sur un pays complexe, dont le repli sur soi depuis plus de quarante ans rend l'approche malaisée. La clarté des auteurs, leur lucidité face à l'histoire de l'Iran, font l'originalité et la force d'un ouvrage qui peut être lu tant par les spécialistes de relations internationales que par les curieux simplement attirés par la civilisation iranienne.

Clément Therme

THE POLITICS OF CYBERSECURITY IN THE MIDDLE EAST

James Shires

Londres, Hurst, 2021, 312 pages

Depuis le début des années 2000, la cybersécurité est devenue une dimension à part entière des rivalités géopolitiques et des pratiques de gouvernance autoritaires au Moyen-Orient. Dans son ouvrage *The Politics of Cybersecurity in the Middle East*, James Shires fait œuvre de pionnier autant que de pédagogue, en explorant les différentes facettes d'une cybersécurité aux contours changeants. En plein essor dans cette région, les technologies cyber y sont devenues

un sujet de préoccupation majeur au regard des possibilités considérables qu'elles offrent en matière de développement économique et social. Les sociétés les plus connectées du monde arabe, telles que l'Arabie Saoudite, les Émirats ou encore l'Égypte, sont naturellement les plus exposées aux menaces créées par la diffusion massive de ces technologies. La contribution des réseaux sociaux à la mobilisation des acteurs du printemps arabe et à la diffusion rapide des messages contestataires à l'échelle régionale a profondément marqué les pouvoirs en place.

Souvent brandies par les gouvernements pour limiter la liberté d'expression des opposants et des militants des droits de l'homme, ou justifier leurs politiques de surveillance, les menaces cyber sont autant le fait de réalités technologiques que le produit de perceptions ou de discours. Ces constructions narratives sont autant des discours de pouvoir que sur le pouvoir. James Shires s'attache à déconstruire leurs rouages, à partir du concept novateur de « manœuvre morale » (*moral maneuver*), questionnant en filigrane la nature des intérêts en jeu et la légitimité des moyens mobilisés par les acteurs de la cybersécurité. On peut, à cet égard, s'interroger sur la manière dont ces nouveaux instruments de contrôle et de surveillance modifient les priorités sécuritaires des monarchies du Golfe ou de l'appareil politico-militaire égyptien.

En dépit des limites géographiques de l'étude, James Shires brosse le paysage d'une sécurité régionale en pleine mutation : manœuvres offensives, cybercriminalité et atteintes à l'ordre public, prévention des interférences étrangères et lutte contre la désinformation, protection des intérêts publics et de la vie privée des citoyens, etc. Alors que l'on

découvre avec intérêt le rôle moteur joué par les acteurs, privés et publics, émiratis et leurs partenaires occidentaux dans la dissémination de ces pratiques « grises » au niveau régional, on peut regretter que la question des contre-pouvoirs ne soit que brièvement abordée.

De même, il est dommage que les perspectives de coopération technologique que laisse entrevoir le rapprochement entre Israël et les acteurs du Golfe aient été laissées de côté. Au-delà, une évaluation des capacités réelles des acteurs en présence aurait permis d'apprécier les risques liés à une course aux armements cyber dans le Golfe. Bien que réputé sans violence, un conflit cybernétique aurait sans nul doute des répercussions majeures sur la stabilité internationale. La multiplication d'incidents cybernétiques affecterait directement la sécurité énergétique des pays européens aussi bien que les échanges maritimes entre l'Europe et l'Asie.

Chloé Berger

Russie

BONNE NUIT, MONSIEUR LÉNINE

Tiziano Terzani

Paris, Éditions Intervalles, 2022,
336 pages

Pourquoi lire, trente ans après, un livre de voyage dans les derniers jours de l'Union soviétique ? Le journaliste voyageur Tiziano Terzani entreprend, au moment du putsch anti-Gorbatchev d'août 1991, de descendre le fleuve

Amour, puis de rejoindre Moscou à travers l'Asie centrale et le Caucase. Avec les moyens du bord : taxis sauvages, billets négociés, avions en sursis, hôtels décadents même par rapport au douteux confort soviétique, avec l'appui de fugitives amitiés locales – un voyage partout scandé des chutes des statues de Lénine.

Il faut lire ce livre parce qu'il décrit un pays-monstre disparu avec un talent qui joint à l'acuité du regard une certaine tendresse retenue. Sous la description – qui, elle, peut être quasi uniforme – de l'éloignement du « centre », de la misère, de la saleté, de l'inefficacité, et pire de l'indifférence au « politique » réservé à Moscou, s'affirme la question toujours ouverte : comment avons-nous pu avoir une telle peur de ce pays, où le communisme des bons sentiments a généré une telle impuissance ?

Cette question de l'écart entre notre perception globalisée et la réalité hachée – et sur le terrain émietlée – de cet immense pays demeure sans nul doute un obstacle majeur à la compréhension de la Russie – même aujourd'hui réduite par l'éclatement de l'URSS. Sur des réalités extrêmement hétérogènes se sont, au fil des siècles, plaquées les logiques d'empire – la dernière étant celle de l'empire russo-communiste, avec une russification et une modernisation forcées qui, en 1991, craquent dès que Moscou paraît chanceler.

La lente descente de l'Amour est fort instructive sur les relations, inexistantes voire hostiles, qu'y entretiennent alors une Russie et une Chine qui se jurent aujourd'hui amitié éternelle. Mais l'essentiel du voyage s'étend dans les républiques musulmanes de l'URSS. Revendications d'indépendance presque toujours vécues comme retour à des

passés mythifiés, réaffirmation de l'islam, manœuvres des bureaucrates communistes pour rester au pouvoir après la dissolution du Parti communiste, marginalité des « démocrates », pauvreté omniprésente du fait des ravages de la division du travail soviétique, détestation rampante ou assumée des Russes, retour des contestations territoriales que la chape de l'empire avait relativisées : tous les éléments de l'histoire d'aujourd'hui sont là, vécus dans les quelques jours d'une incertitude née à Moscou, et dont nul ou presque ne pense alors rationnellement, « à l'occidentale », les prolongements politiques.

La Russie d'Europe n'est présente que dans les quelques pages finales, avec la saisissante description d'une place Rouge nocturne et d'une dernière visite au Mausolée. Mais l'ensemble du livre constitue une remarquable leçon sur un

pays dont les événements d'Ukraine nous rappellent que nous ne le comprenons pas. Volonté d'unité confondue avec logique d'empire, affirmation de puissance jointe à une irrépressible anarchie de base, diversité des cultures à la fois assumée et irrédente : l'auto-intoxication des Occidentaux, qui produit l'auto-intoxication des Russes sur leur propre puissance, vient de la méconnaissance.

L'approche de l'Autre est pourtant le premier pas de la stratégie. Pour la Russie, que nous croyons comprendre à la suite d'un long voisinage mais qui nous stupéfie toujours, le chemin est encore long. En parlant d'un autre pays, le livre de Tiziano Terzani, par ses détours, nous jette au cœur du mystère russe.

Dominique David